

Pôle Pharmacie

Pouvoir adjudicateur :
C.H.U de BREST
2 avenue Foch
29609 BREST CEDEX

Procédure négociée sans concurrence

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

**FOURNITURE DE SPIRALES ENDOBRONCHIQUES « FREEFLOW »,
POUR LE GROUPEMENT DE COMMANDES DE PRODUITS DE
SANTÉ DU FINISTÈRE.**

Période du 02 mars 2026 au 31 décembre 2026

Offre dématérialisées à déposer sur PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Date et heure limites de réception des plis :

28 février 2026 à 11h00

Rédacteur : Anne PANGAUD

Date : 12/02/2026

Référence : 2026PHIE0011



SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – ETABLISSEMENT MEMBRES DU GROUPEMENT	3
ARTICLE 3 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4 – DUREE	4
ARTICLE 5 – DESCRIPTION DU MATERIEL MIS A DISPOSITION	5
ARTICLE 6 – DESCRIPTION DES FOURNITURES ET DOCUMENTATION	5
ARTICLE 7 – MODALITES DE LIVRAISON	6
7.1 Bordereau de livraison	6
7.2 Présentation des conditionnements	6
7.3 Etiquetage	6
7.4 Mise en service et Livraisons.....	7
7.5 Délais et lieu de livraison.....	7
7.6 Moyen de transports.....	7
ARTICLE 8 – CONDITIONS D’ADMISSION DES MARCHANDISES.....	7
ARTICLE 9 – GARANTIES	8
ARTICLE 10 – MATERIOVIGILANCE	8
ARTICLE 11 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	8
ARTICLE 12 – PRIX ET REGLEMENT	8
12.1 Règlement des fournitures.....	8
12.2 Prix de règlement et modalités de révision	8
12.3 Dispositions particulières	10
12.4 Clause de sauvegarde.....	10
12.5 Versement d'avance.....	10
12.6 Conditions de règlement.....	10
12.7 Pénalités de retard	11
ARTICLE 13 – MODALITES D'EXECUTION	11
13.1 Modalités pratiques d’exécution	11
13.2 Livraisons.....	11
13.3 Opération, vérification, admission	12
ARTICLE 14 – MAINTENANCE DES APPAREILS	13
ARTICLE 15 – MODIFICATION DES CONDITIONS DES MARCHÉS.....	14
ARTICLE 16 – RESILIATION.....	14
ARTICLE 17 – DIFFERENDS ET LITIGES	15

ARTICLE 18 – DEROGATIONS	15
ARTICLE 19 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE	15

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur la mise à disposition du NOVASURE et la fourniture de consommables associés, au Centre Hospitalier Universitaire (C.H.U) de Brest.

La liste non-exhaustive des références demandées est la suivante (SI DISPONIBLE) :

REFERENCES	DESIGNATIONS
FNG00088	Spirale FreeFlow® #4, 150 mm, Grand, Dispositif LT, Grand, pré-attachée au système d'application
FNG00096	Système de pose (Cathéter et fil guide), courbé

Cette liste pourra être complétée par le candidat s'il estime que d'autres références sont nécessaires au bon usage de son appareil.

L'ensemble des références (consommables) nécessaires au bon usage de l'appareil apparaitront sur l'offre de prix soumise par le candidat.

Dans le cadre du présent marché et pour répondre à des demandes particulières ou imprévisibles, l'établissement pourra commander tout article de même nature venant compléter ou remplacer la gamme, et/ou une présentation existante retenue dans la présente consultation auprès du titulaire du lot considéré.

ARTICLE 2 – ETABLISSEMENT MEMBRES DU GROUPEMENT

	ETABLISSEMENT	ADRESSE	CP - VILLE
GHT DE BRETAGNE OCCIDENTALE	C.H.U de Brest <i>(Établissement support du GHT et coordonnateur du Groupement de commandes de produits de santé du Finistère)</i>	Pharmacie – Boulevard Tanguy Prigent	29200 - Brest
	C.H. de Crozon	Rue Théodore Botrel	29160 - Crozon
	C.H. de Landerneau	1 Route de Pencran Lavallot	29207 - Landerneau
	C.H. de Lanmeur	9 rue Traon Brezeden	29620 - Lanmeur
	C.H. de Lesneven *	Rue Barbier de Lescoat	29260 - Lesneven
	C.H. de Morlaix	Rue Kersaint Gilly	29672 - Morlaix
	C.H. de Saint-Renan *	17 rue de Brest	29290 – Saint-Renan

*** Les achats et la logistique des produits de santé du C.H. de LESNEVEN et du C.H. SAINT-RENAN sont assurés par la C.H.U de Brest.**

	ETABLISSEMENT	ADRESSE	CP - VILLE
GHT DE L'UNION HOSPITALIERE DE CORNOUAILLE	C.H.I.C. de Quimper / Concarneau <i>(établissement support du GHT et coordonnateur du Groupement de commandes de produits de santé du Finistère)</i>	14 bis avenue Yves Thepot – BP 1757	29107 – Quimper Cedex
	C.H. de Douarnenez	85 rue Laennec – BP 156	29171 – Douarnenez Cedex
	E.P.S.M. Etienne Gourmelen	1 rue Etienne Gourmelen – BP 1705	29107 – Quimper Cedex
	C.H. de Pont L'abbé	Rue Roger Signor	29120 – Pont L'abbé
	Centre de soin de suite et de réadaptation Jean Tanguy	9 route de Kerancolven	29140 Saint-Yvi

Il est à noter que toute interrogation, de nature technique ou administrative, devra impérativement être adressée uniquement à la cellule marché du Pôle Pharmacie du C.H.U de Brest, et en aucun cas aux services des différents établissements du Groupement de commandes de produits de santé du Finistère.

ARTICLE 3 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ

La procédure utilisée est celle **d'une procédure négociée sans publicité préalable et sans mise en concurrence** en application de l'Article L2122-1 du Code de la commande publique.

Le marché est dit "**marché à bons de commandes sans minimum ni maximum**" par application de l'article 77 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 – DUREE

Le marché débutera à la réception de la notification si celle-ci est postérieure, pour se terminer le **31 Décembre 2026**.

Toutefois, l'Etablissement se réserve la faculté de résilier le marché à n'importe quel moment, sans indemnité pour le titulaire en cas de mauvaise exécution ou non exécution.

A défaut d'accord, le marché sera résilié en totalité ou partiellement (si le litige ne concerne qu'un lot du marché) par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée dans ce même délai. La résiliation prendra effet à l'issue de la période annuelle considérée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de poursuivre le marché :

- soit en recourant à une décision de poursuivre conformément à l'article 118 du Code de la commande publique,
- soit en concluant des marchés complémentaires et/ou similaires conformément aux articles 35-II-4° à 35-II-6° du Code de la commande publique.

ARTICLE 5 – DESCRIPTION DU MATERIEL MIS A DISPOSITION

Le matériel est livré et installé dans le(s) service(s) concerné(s) par le fournisseur aux frais de ce dernier. Une notice d'utilisation rédigée en français est fournie.

Les numéros de série, prix d'achat et date de sortie d'usine des matériels livrés au C.H.U. seront indiqués sur l'offre du fournisseur.

L'utilisation du matériel mis à disposition est réservée aux seuls intervenants désignés par les services utilisateurs au C.H.U. de Brest, ces utilisateurs étant régulièrement assurés pour les actes professionnels accomplis à l'occasion de l'usage du matériel.

Les prestations de maintenance préventive et curative seront entièrement à la charge du fournisseur, pendant toute la durée de la mise à disposition. Elles sont effectuées de manière à assurer le bon fonctionnement du matériel. Les prestations de maintenance préventive et curative seront réalisées en coordination avec les ateliers biomédicaux des sites concernés par la mise à disposition du matériel. Chaque intervention devant donner lieu à un rapport d'intervention qui sera intégré par les techniciens biomédicaux dans la GMAO.

Le matériel reste la propriété du fournisseur. Celui-ci se chargera, à ses frais, de la récupération du matériel à la fin de la mise à disposition. Le C.H.U. de Brest s'interdit, à titre gratuit ou à titre onéreux, de céder, de sous-louer le matériel objet du présent contrat, ou de consentir ou laisser acquérir de quelconques droits, de quelque nature que ce soit, sur ledit matériel.

ARTICLE 6 – DESCRIPTION DES FOURNITURES ET DOCUMENTATION

Les fournitures, objets du présent marché, doivent répondre aux normes de qualité et à la réglementation en vigueur qui leurs sont applicables.

Les informations suivantes seront communiquées au pouvoir adjudicateur :

- Copie du certificat de marquage CE précisant le numéro et nom de l'organisme notifié (sauf classe I) en application de la directive 93/42/CEE,
- Classe à laquelle appartient le dispositif médical. Préciser s'il s'agit de dispositifs ayant une fonction de mesurage, une action de protection contre les rayonnements ou s'ils sont destinés à être raccordés à une source d'énergie,
- Notice d'instruction du dispositif médical (sauf classes I et II, s'ils peuvent être utilisés en toute sécurité sans l'aide de telles instructions),
- Informations relatives à la procédure choisie pour évaluer la conformité du DM et pour pouvoir apposer le marquage CE,
- Conformité aux normes européennes spécifiques ou aux monographies de la Pharmacopée européenne qui s'appliquent au dispositif médical,
- Certificat ISO 9000/ EN 4600 : position de votre société et copie des certificats si nécessaires,
- Copie de l'avis de la Commission d'Évaluation des Produits et Prestations (CEPP) s'il y a lieu, précisant le service attendu (SA) et/ou le service rendu (SR), l'amélioration du service attendu (ASA) et/ou du service rendu (ASR) obtenu en vue de l'inscription sur la liste des produits et prestations remboursables (LPPR).

Les produits proposés feront l'objet d'une fiche technique rédigée en langue française (Résumé des Caractéristiques du Produit...) précisant :

- Les compositions exactes,
- Les modalités d'obtention, notamment les étapes de sécurisation, le cas échéant,
- Leurs indications et leur notice d'utilisation,
- Les supports d'information remis au corps médical.

ARTICLE 7 – MODALITES DE LIVRAISON

7.1 Bordereau de livraison

Le bordereau de livraison (BL) qui accompagne les produits livrés :

- ✓ Indiquera clairement **le n° du bon de commande** du C.H.U,
- ✓ Indiquera, le cas échéant, la quantité de colis livrés,
- ✓ Ne devra correspondre **qu'à une seule commande** du C.H.U (un BL = une seule commande),
- ✓ Spécifiera, le cas échéant, pour les produits vendus avec ces indications : les numéros de lots, date de péremption et quantités livrées correspondantes.

Un même colis ne concernera **qu'une seule commande ou une partie d'une commande** (il est **primordial de ne pas regrouper plusieurs commandes dans un même colis**).

A **chaque livraison** devra **correspondre 1 BL** listant exactement les produits livrés.

Si une même livraison comporte plusieurs colis, il est impératif de préciser clairement dans quel colis se trouve le bordereau de livraison par un message du type : « colis contenant le bordereau de livraison ».

Les **adresses de livraison** et **jours d'ouverture** du destinataire indiqués sur **les bons de commandes** devront être **respectés** :

Il appartient au fournisseur de transmettre toutes les informations nécessaires au transporteur, particulièrement en ce qui concerne les délais et les lieux de livraison (en cas de retard risquant d'entraîner une rupture des stocks à l'hôpital, l'obligation de se fournir chez un autre fournisseur sera à la charge du titulaire du marché).

7.2 Présentation des conditionnements

Lorsque les quantités commandées l'exigent, les livraisons se feront :

- Sur palette, format européen : L 120 cm x 80 cm x h 1m80 maxi, d'un poids maximum de 800 kg. Ce type de palette est souhaité dans un but de normalisation générale du stockage de marchandises,
- Livraison multi-produits sur une même palette : les marchandises seront rangées de manière homogène par type de produit,
- Les produits fragiles sont toujours stockés au-dessus de la palette,
- Poids maximal d'un carton : 25 kg,
- Pour faciliter le contrôle à la réception, doivent figurer sur l'une des faces latérales visibles les mentions visées sous la rubrique "Etiquetage".

7.3 Etiquetage

Pour faciliter le contrôle à la réception, doivent figurer sur l'une des faces latérales visibles les mentions, ci-dessous, à porter lisiblement et de façon indélébile sur les emballages :

- Nom de l'article,
- Référence de l'article,
- Mode d'emploi,
- Conditions de stockage,
- Date de péremption, le cas échéant.

7.4 Mise en service et Livraisons

La livraison, l'installation et le transport de retour de l'Équipement seront pris en charge par le Fournisseur à ses propres frais.

La réception des fournitures sera prononcée par la personne responsable du marché ou son représentant qui dispose de 15 jours à compter du lendemain de la date de livraison pour accepter qualitativement et quantitativement les fournitures.

7.5 Délais et lieu de livraison

La livraison des fournitures interviendra selon les indications portées sur le bon de commande.

Sauf cas contraire et exceptionnel précisé sur les bons de commandes, les lieux et heures de livraisons des consommables sont fixés comme suit :

<p>C.H.U de BREST Hôpital de la Cavale Blanche Dispositifs Médicaux Boulevard Tanguy Prigent 29200 BREST</p> <p>Du lundi au vendredi (hors jours fériés) De 8h00 à 11h00 (Sauf urgences : 8h00 - 12h15, et 13h15 - 16h00)</p>

7.6 Moyen de transports

Les consommables sont livrées et rendues à la Pharmacie par **les soins du fournisseur ou du transporteur qu'il aura mandaté et dont il est seul responsable.**

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ADMISSION DES MARCHANDISES

Les fournitures livrées doivent être strictement conformes au modèle retenu lors de la procédure de consultation et à la fiche technique.

Toute livraison **non conforme (tant au niveau de la quantité, de la qualité, des références ou de la présentation) devra être immédiatement reprise et remplacée en procédure d'urgence**, sans surcoût et sans autre forme de mise en demeure.

Le fournisseur s'engage à informer la cellule marché du Pôle Pharmacie du C.H.U de Brest de la procédure d'urgence mise en place pour résoudre le problème.

IMPORTANT :

Toute **modification** dans la **conception et la fabrication** des produits **n'entraînant pas de *changement de référence commerciale*** devra être **obligatoirement signalée** par courrier à la cellule marché du Pôle Pharmacie du C.H.U de Brest.

En cas de modification trop importante par rapport à l'échantillon fourni par le titulaire dans le cadre de la consultation ou à la fiche technique, l'acheteur se réserve le droit de faire retour du produit non conforme aux frais et risques du fournisseur et d'appliquer les dispositions prévues.

ARTICLE 9 – GARANTIES

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine (qui ne pourra en aucun cas être inférieur à un an).

ARTICLE 10 – MATERIOVIGILANCE

Le fournisseur devra fournir le nom et la qualité du correspondant de matériovigilance. Il s'engage à répondre à toute déclaration de matériovigilance engagée par la Pharmacie Dispositifs Médicaux et à échanger les dispositifs médicaux défectueux.

ARTICLE 11 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité d'application, sont les suivantes :

- Le brevet d'exclusivité,
- L'acte d'engagement et ses annexes,
- Les bons de commande,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi,
- La Convention de Mise à disposition
- Le catalogue du titulaire ou son tarif de référence,
- Les fiches techniques des produits en langue française,
- L'attestation du marquage CE, éventuellement,
- Le Cahier des Clauses administratives Générales applicable aux Marchés Publics de fournitures courantes et de services.

Il est rappelé que le fait de répondre à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCP.

ARTICLE 12 – PRIX ET REGLEMENT

12.1 Règlement des fournitures

Les fournitures seront réglées sur la base de prix unitaires appliqués aux quantités livrées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et **au transport** pour des marchandises rendues au magasin général, conformément aux modalités pratiques décrites.

12.2 Prix de règlement et modalités de révision

Fourniture ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et **au transport**, conformément aux modalités pratiques décrites.

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont fermes pour la première période d'exécution du marché.

Ils pourront éventuellement être ajustés suivant les dispositions définies ci-après.

- Pour le matériel dont le prix est réglementé par la L.P.P.R :

L'offre de prix fera impérativement apparaître :

- le code L.P.P.R en vigueur au jour de l'élaboration de l'offre de prix et conforme à la liste publiée par le Comité économiques des produits de Santé (C.E.P.S.),
- le prix unitaire de la L.P.P.R.,
- le pourcentage de remise consenti par le candidat sur ledit tarif (les remises progressives ne sont pas admises). **Ce pourcentage restera fixe pendant toute la période d'application du marché.**

- Evolution de la tarification :

En cas d'évolution du prix unitaire de la L.P.P.R, en cours d'exécution du marché, le prix inscrit au marché sera modifié comme suit :

- **En cas de hausse de la L.P.P.R** : le prix inscrit au marché sera inchangé;
- **En cas de baisse de la L.P.P.R** : le nouveau Prix Limite de Vente (P.L.V.), associé au code L.P.P de la référence concernée, se substituera au prix précédemment inscrit au marché. Il y sera alors impérativement appliqué le pourcentage de remise initialement consenti par le candidat.

- Pour le matériel non réglementé par la L.P.P.R :

L'offre de prix fera apparaître :

- le pourcentage de remise consenti par le candidat sur le tarif de référence applicable à l'ensemble de la clientèle (les remises progressives ne sont pas admises). Ce pourcentage sera appliqué pour toute la durée d'exécution du marché.

Les prix pourront être révisés, ou non, aux dates anniversaires.

Le candidat devra faire parvenir sa proposition d'actualisation un mois dernier délai avant cette date.

Le candidat précisera impérativement dans son offre la formule de calcul et l'indice qu'il entend appliquer.

L'indice devra être édité, référencé par l'INSEE et toujours en cours de validité lors du dépôt de l'offre.

En cas d'arrêt de série, le candidat devra utiliser la série prenant sa suite directe ou devra proposer un autre indice qu'il jugera conforme avec l'objet du marché.

Dans tous les cas, le Pôle Pharmacie du C.H.U de Brest se réserve le droit de refuser la formule et/ou l'indice retenu par le candidat. Dans ce cas, il entamera une discussion avec le candidat afin de définir une formule et/ou un indice jugé(s) pertinents et acceptable(s).

Cas d'évolution technologique ou de changement de référence :

Dans le cas de modification des produits n'entraînant pas de modification dans les résultats ou de modification de matériel, et quelle qu'en soit l'origine, le fournisseur sera tenu :

- de prévenir le Pharmacien Chef de Pôle au moins deux mois à l'avance afin qu'il recueille, pour le changement, l'accord des utilisateurs,

- de maintenir pour la période d'exécution du marché restant à courir, le prix initial du produit,
- d'accepter, en cas de modification majeure, le retrait du lot correspondant à ce produit du marché (tout retrait de produit doit faire l'objet d'une notification auprès du Pharmacien Chef de Pôle du Centre Hospitalier Régional universitaire),
- de fournir aux mêmes conditions financières, le nouveau produit dans la gamme équivalente après accord du pharmacien.

12.3 Dispositions particulières

Les prix s'entendent franco de port et d'emballage.

Le C.H.U de Brest n'acceptent pas de seuil minimum de commande (en quantité comme en valeur).

12.4 Clause de sauvegarde

Au cas où le nouveau prix, tel que calculé selon les dispositions prévues, **serait supérieur à 3% du dernier prix**, le C.H.U de Brest se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie du marché non encore exécutée, sans mise en demeure préalable.

12.5 Versement d'avance

Sauf refus du titulaire, une avance forfaitaire de 5% est versée dans les conditions prévues à l'article 87 du C.M.P.

12.6 Conditions de règlement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la facturation électronique est désormais **obligatoire** pour l'ensemble des entreprises qui fournissent les entités de la sphère publique. Pour faciliter ces échanges, l'utilisation de CHORUS PORTAIL PRO (CPP) est indispensable.

Vous trouverez un « kit documentaire fournisseur » sur la plate-forme communauté Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4016>

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à **50 jours à réception de la facture**. Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

**Il doit impérativement être établi une seule et unique facture par livraison.
Toute facture correspondant à une livraison directe dans un service de soins sans accord préalable du ou des pharmaciens responsables des approvisionnements, et ce quel qu'en soit le motif, sera rejetée.**

Les factures devront être déposées sur CHORUS PRO le jour même de la livraison.

A noter que toute facture transmise par un autre biais (courrier, mail, fax ...) ne sera pas payée.

12.7 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG – FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{300}$$

P = montant HT de la pénalité

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur HT du règlement de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = nombre de jours de retard.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de 100€ H.T., dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant du marché.

ARTICLE 13 – MODALITES D'EXECUTION

13.1 Modalités pratiques d'exécution

Le marché s'exécute par bons de commande établis au fur et à mesure des besoins et signés par les pharmaciens du C.H.U de Brest.

Le bon de commande vaut mise en demeure pour l'application de l'article 11 et pour l'exécution par défaut prévue à l'article 32 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) applicable aux marchés publics.

Le bon de commande comporte :

- La référence au présent marché,
- Le numéro de commande,
- Les lieux et jours/heures de livraison,
- La désignation de la fourniture,
- Les quantités commandées,
- La date limite de livraison,
- L'adresse de facturation.

Toute livraison effectuée en l'absence de bon de commande ne fera l'objet d'aucun règlement.

13.2 Livraisons

Le délai de livraison court à compter de la date d'émission du bon de commande.

Il ne pourra être supérieur à 15 jours. **Il est de 24 heures pour les commandes urgentes passées par télécopie avant 16 heures.**

Toute disposition sera prise sur les emballages pour assurer une identification détaillée du produit afin de permettre un contrôle rapide à la réception.

IMPORTANT

En cas de **problème** concernant ces livraisons, le fournisseur s'engage à prévenir la Pharmacie **dès réception de la commande**.

Les livraisons seront effectuées en présence du responsable du magasin ou de ses représentants, seuls habilités à réceptionner les marchandises et à viser les bons de livraison et/ou bons de transport.

Les bons de livraison sont conformes à la description reportée dans le Cahier des Clauses Particulières (Chapitre 6 " MODALITES DE LIVRAISON ").

Le fournisseur se conformera aux recommandations émises dans le Cahier des Clauses Particulières (Chapitre 6 " MODALITES DE LIVRAISON ", paragraphes 6.2 et 6.3 "CONDITIONNEMENTS ET ETIQUETAGE").

Sauf cas contraire et exceptionnel précisé sur les bons de commandes, les livraisons doivent être effectuées au lieu suivant :

<p>C.H.U de BREST Hôpital de la Cavale Blanche Pharmacie - Dispositifs Médicaux Boulevard Tanguy Prigent 29200 BREST</p> <p>Du lundi au vendredi (hors jours fériés) De 8h00 à 11h00 (Sauf urgences : 8h00 – 12h15, et 13h15 – 16h00)</p>

En cas :

- De refus de livraison,
- De livraison incomplète,
- De retard,
- De non remplacement dans les délais impartis d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet,
- En cas de rupture de stock d'un produit référencé au marché.

Le pouvoir adjudicateur pourra s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix, aux frais et risques du titulaire, sans mise en demeure.

En cas de rupture de stock d'un produit référencé au marché et que le titulaire est à même de remplacer par un produit d'une autre référence : le prix facturé ne pourra être supérieur à celui du produit retenu au marché si celui-ci est plus cher.

Le fournisseur reste seul responsable de la livraison.

Le fournisseur retenu s'engage à mettre tous les moyens en œuvre afin d'assurer les livraisons même en cas de circonstances exceptionnelles (grèves, plan orsec, ...).

13.3 Opération, vérification, admission

La constatation de l'exécution des commandes et les décisions qui s'en suivent seront conformes aux stipulations du C.C.A.G./Fournitures Courantes et de Services.

En cas de **litige**, le C.H.U de Brest se réserve le droit de faire procéder **à tout contrôle de la qualité**.

Les produits livrés :

- **Qui ne seraient pas strictement identiques aux modèles proposés,**

- Qui, à l'usage, ne donneraient pas satisfaction,
- Qui ne seraient plus livrés selon les directives indiquées au C.C.P., devront être repris ou échangés aux seuls frais du fournisseur.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, le titulaire du marché, suivant le cas, se verra refuser l'excédent de la commande ou au contraire invité à compléter la livraison dans les délais prescrits.

Vérification : elle aura lieu dans les locaux de l'établissement, par les agents désignés à cet effet et sera :

- Qualitative (contrôle de la conformité des produits avec les spécifications du marché),
- Quantitative (contrôle de la conformité entre la quantité livrée et celle indiquée sur le bon de commande).

Admission : l'admission sera prononcée par l'agent habilité du service. Elle est matérialisée par le bulletin de livraison et son duplicata qui, visé par signature du représentant de la personne responsable du marché vaut procès-verbal d'acceptation, sous réserve des vices cachés. La signature du bon de livraison est impérative. A défaut la marchandise sera considérée comme non réceptionnée.

ARTICLE 14 – MAINTENANCE DES APPAREILS

Le fournisseur assurera une maintenance préventive et curative des équipements dont l'objet sera de procéder au contrôle général du bon état technique, au réglage des équipements, aux vérifications et tests appropriés et, le cas échéant, à tout opération corrective de fonctionnement des équipements que le fournisseur jugera nécessaire, et ce, sans qu'aucune facturation ne soit réalisée par le service technique. Le fournisseur s'engage à effectuer une visiter préventive annuelle.

Toute prestation de maintenance effectuée par le fournisseur au titre du présent contrat donnera lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention. Le rapport d'intervention sera établi en double exemplaire dont d'un sera remis à l'utilisateur, chacun de ces exemplaires devant être dûment signé par chacune des parties. Le rapport d'intervention contiendra les indications suivantes :

- Les caractéristiques de l'intervention et
- Les anomalies techniques ou d'utilisation constatées, les améliorations à envisager, toutes observations ou suggestions utiles au bon fonctionnement des équipements

Le fournisseur assurera la réparation des équipements dans les conditions et selon les modalités suivantes, en cas de panne, de dysfonctionnement ou de toute autre anomalie affectant le bon fonctionnement des équipements (« panne »), dûment notifiée par l'interlocuteur désigné de l'utilisateur à l'interlocuteur désigné du fournisseur dès sa survenance.

Selon la nature et la forme de la panne, le fournisseur assurera la maintenance curative sous la forme d'une assistance téléphonique, d'une intervention sur site ou d'un dépannage dans ses ateliers.

L'utilisateur reconnaît qu'aucun équipement ne pourrait être directement envoyé dans les ateliers du fournisseur sans accord exprès et préalable de ce dernier.

En cas de maintenance curative aux ateliers du fournisseur, ce dernier s'engage à procéder aux réparations nécessaires des équipements concernés pendant les heures ouvrées et se réserve le droit, le cas échéant, de demander à l'utilisateur que lesdits équipements soient retournés à ses ateliers dans leurs emballages d'origine après avoir été décontaminés par l'utilisateur selon la procédure de décontamination décrite dans les notices remises à l'utilisation. Dans cette hypothèse précise, le fournisseur s'engage à mettre des équipements de remplacement à la disposition de l'utilisateur et à prendre à sa charge le cout de transport desdits équipements.

S'agissant d'une panne, le fournisseur s'engage à intervenir, selon les modalités décrites précédemment, dans les 16h ouvrées (ou 48 heures ouvrables) à compter de la réception de l'appel téléphonique de l'utilisateur, doublé d'une télécopie ou d'un courrier électronique.

ARTICLE 15 – MODIFICATION DES CONDITIONS DES MARCHÉS

L'acheteur accorde en tant qu'établissement de santé, une attention particulière au suivi de la qualité des marchandises fournies dans le cadre du marché.

Garantie : la fourniture est garantie contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué sur l'emballage d'origine. Toute fourniture qui présenterait une défectuosité devra faire l'objet d'un remplacement immédiat et gratuit.

ARTICLE 16 – RESILIATION

Le marché pourra être résilié suivant les dispositions prévues au chapitre V du CCAG/FCS. Par dérogation à l'article 24.1 alinéa 2, le titulaire ne pourra prétendre en aucun cas au versement d'une indemnité tel que prévu à l'article 31 du C.C.A.G.

Le C.H.U de Brest se réserve le droit de résilier, totalement ou partiellement, ou de modifier le marché pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- ⇒ **Perte du brevet d'exclusivité,**
- ⇒ **carence du fournisseur** : si les utilisateurs décèlent une dégradation de la qualité entraînant des résultats non satisfaisants,
- ⇒ **cessation de fabrication ou commercialisation** de la part du fournisseur attributaire qui en aura avisé le Pharmacien Chef de Pôle au moins deux mois à l'avance,
- ⇒ **non respect de l'une des clauses du présent C.C.P** et, particulièrement, celle du chapitre 6 concernant les modalités de livraison et les critères de qualité,
- ⇒ **pour suivre l'évolution des techniques,**
- ⇒ **pour homogénéiser ses méthodes de travail** (changement d'appareil, refonte du plateau technique...),
- ⇒ **changement thérapeutique.**

En cas de cessation volontaire de commerce, faillite ou de liquidation judiciaire, le marché sera résilié de plein droit, sans préjudice des droits à exercer au nom du C.H.U sur les prix des livraisons non soldées.

En cas de cession de fond de commerce, le nouveau titulaire prendra à sa charge, après élaboration d'un avenant de transfert, les engagements souscrits par son prédécesseur.

ATTENTION :

En cas de manquement du fournisseur titulaire du marché mettant l'établissement dans l'obligation de se faire livrer par un autre fournisseur, le titulaire prendra à sa charge le *surcoût* de l'opération sur production par l'établissement de la facture correspondante.

Si la résiliation est prononcée en application de l'article 28 du CCAG/FCS., l'établissement se réserve la possibilité de faire exécuter la fourniture aux frais et risques du titulaire (article 32 du CCAG/FCS).

La résiliation globale ou partielle sera prononcée par lettre recommandée avec accusé de réception et prendra effet 15 jours après sa notification au titulaire.

ARTICLE 17 – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Tout différent survenant à l'occasion de la présente consultation sera soumis, préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues ans le CCAG/Fournitures courantes et services, au Pharmacien Chef de Pôle ou son représentant.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS

Par dérogation à l'article 33, le titulaire ne pourra prétendre en aucun cas au versement d'une indemnité tel que prévu à l'article 34 du CCAG/FCS.

ARTICLE 19 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le Trésorier Principal du C.H.U de Brest est chargé du paiement des fournitures livrées dans le cadre du présent marché.